

Jean-Yves LE BOUILLONNEC

*Val-de-Marne (11^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil d'orientation de l'observatoire national des zones urbaines sensibles [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant du conseil national de l'habitat [J.O. du 11 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Rapporteur de la proposition de loi visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous (n° 737) [26 mars 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 mai 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 mai 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} juillet 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} juillet 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 12 juillet 2008]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 12 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Membre de la commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation des logements sociaux [J.O. du 1^{er} août 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous [19 mars 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi de M. Jean-Yves Le Bouillonnet, Mme Annick Lepetit, M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande, M. François Brottes et plusieurs de leurs collègues visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous (n° 737) [26 mars 2008] (n° 741)

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information commune sur l'évaluation des dispositifs fiscaux d'encouragement à l'investissement locatif [22 juillet 2008] (n° 1088)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. [7 novembre 2007] (p. 3780)

Logement. Politique du logement. [26 mars 2008] (p. 970)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande à connaître le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés [12 juillet 2007] (p. 1895)

Demande quels engagements ont été pris par le Président de la République envers l'Union européenne en matière de réduction du déficit des finances publiques [13 juillet 2007] (p. 1955)

Observe qu'un des amendements non soumis au vote parce que devenus sans objet comportait des dispositions de nature spécifique [16 juillet 2007] (p. 2069)

Souhaitait intervenir sur l'amendement qui vient d'être retiré. Il exposera ses arguments lors de l'examen d'autres amendements [9 janvier 2008] (p. 108)

Demande à Mme la garde des sceaux des explications sur la constitutionnalité de la mesure de sûreté qui vient d'être adoptée, y compris à titre rétroactif [9 janvier 2008] (p. 122)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : souligné la solennité de la Constitution qui ne doit pas être soumise aux circonstances politiques [28 mai 2008] (p. 2638)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1684)

Thèmes :

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1684 et s.)

Logement : logement social (p. 1685)

Logement : politique du logement (p. 1685)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son intervention (p. 1840)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Ses interventions (p. 1850 et s.)

Son amendement n° 280 (p. 1857)

Après l'article 3

Son amendement n° 296 (pondération des différentes catégories de logements sociaux pour le calcul du quota de 20 % de la loi SRU) : rejeté (p. 1862)

Son amendement n° 291 ("loi SRU" - prélèvement de solidarité) (p. 1862) : rejeté (p. 1863)

Son amendement n° 295 ("loi SRU" : autorisation des opérations de plus de 20 logements subordonnée à une proportion minimale de 30 % de logements sociaux) : rejeté (p. 1863)

Son amendement n° 294 ("loi SRU" - limitation à 1/3 de la prise en compte des PLS dans le quota de 20 %) : rejeté (p. 1863)

Son amendement n° 293 ("loi SRU" - logements sociaux : doublement du prélèvement de solidarité en cas de constat de carence) (p. 1863) : rejeté (p. 1864)

Son amendement n° 283 (diminution des conditions de ressources ouvrant droit au nouveau "prêt à taux zéro" et augmentation de son montant) : rejeté (p. 1864)

Son amendement n° 285 (logement - aides à la personne : rapport au Parlement sur leurs conséquences quant à la solvabilité de leurs bénéficiaires) : rejeté (p. 1869)

Son amendement n° 286 (logement social et habitat insalubre outre-mer : rapport au Parlement) (p. 1869) : rejeté (p. 1870)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses interventions (p. 1881, 1885 et s., 1889, 1892)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1895)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son intervention (p. 1914)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1949)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Son intervention (p. 1953)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1955)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 2051 et s.)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2007] (p. 2069)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2073)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 466 de M. Michel Liebgott (négociations collectives salariales de branche et dans les entreprises dès septembre 2007) (p. 2077)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'ad t n° 73 de Mme Delphine Batho (désignation d'un éducateur référent chargé de suivre l'exécution de la sanction par le mineur) (p. 2177 et s.)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Ses interventions (p. 2180 et s.)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Ses interventions (p. 2186 et s.)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2584 et s.)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalables à la cessation concertée du travail)

Son intervention (p. 2597)

Avant l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 24 de la commission spéciale (rétablissement de l'intitulé initial du Titre III : "Organisation de la continuité du service public en cas de grève ou autre perturbation prévisible du trafic") (p. 2599)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2642 et s.)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2670 et s., 2675 et s.)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Ses interventions (p. 2685 et s.)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Son intervention (p. 2692)

Article 9 (régime de réduction de la rémunération des salariés participant à une grève)

Ses interventions (p. 2694 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 33) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Son intervention (p. 51)

Thèmes :

Logement : mal logés (p. 51)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 51)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4266)

Son intervention (p. 4269)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4269)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) : crédits budgétaires (p. 4270)

Logement : fiscalité (p. 4269)

Logement : droit au logement (p. 4269)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 4269)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4270)

Crédits de la mission "Ville et logement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4271)

Son amendement n° 258 (p. 4272)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 51)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) (p. 52)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 51)

Etat : domaine public : politique foncière (p. 52)

Logement : politique du logement : crédits budgétaires (p. 51)

Logement : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) (p. 52)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) : effet de seuil (p. 52)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 51)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 51)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : jeunes (p. 52)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 52)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Avant l'article 39

Son amendement n° 259 (suppression du dispositif "Robien" de soutien à l'investissement locatif) : rejeté (p. 4336)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention (p. 5058)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 5058)

Logement (p. 5058)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5414) : rejetée (p. 5420)

Thèmes :

Baux : charges locatives (p. 5415 et s.)

Baux : dépôt de garantie (p. 5416)

Baux : loyers : indexation (p. 5414 et s.)

Baux : renouvellement (p. 5415)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 5414 et s.)

Logement : construction (p. 5414, 5416)

Logement : expulsions (p. 5415)

Logement : logement social (p. 5416, 5417)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 5415)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 5415)

Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 5415)

Politique économique : croissance (p. 5414)

Politique économique : libéralisme (p. 5414)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 5415, 5417)

Politique sociale : pauvreté (p. 5414 et s.)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 33 de Mme Marisol Touraine (majoration de la contribution d'assurance chômage des employeurs abusant des emplois précaires) (p. 5481)

Intervient sur l'adt n° 35 de M. François Brottes (retour de droit au tarif réglementé du gaz et de l'électricité pour les personnes succédant dans un logement à une personne ayant opté pour le tarif libre) (p. 5483)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Ses interventions (p. 5495 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 68 de M. Jérôme Cahuzac (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières modulé selon leurs investissements en matière de recherche énergétique) (p. 5541)

Intervient sur l'adt n° 48 de M. Pierre Méhaignerie (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 5542)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 79 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour les entreprises d'au moins 10 salariés de mettre en œuvre le dispositif de participation) (p. 5550)

Article 3 (versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises qui ne sont pas assujetties au régime de la participation)

Son intervention (p. 5554)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Lionnel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5556)

Son amendement n° 155 (quota de logements sociaux dans le cadre de projets de construction ou de réhabilitation de logements au sein des communes mentionnées à l'article 55 de la loi SRU) (p. 5555) : rejeté (p. 5556)

Son amendement n° 157 (renforcement des pouvoirs du préfet en matière d'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5555) : rejeté (p. 5556)

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Jérôme Cahuzac (exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5559)

Intervient sur l'adt n° 73 de M. Jérôme Cahuzac (exonération de redevance audiovisuelle pour les étudiants boursiers) (p. 5559)

Intervient sur l'adt n° 55 de M. Jean Gaubert (prohibition de la pratique des dates de valeurs pour les opérations de paiement ou de retrait) (p. 5560)

Intervient sur l'adt n° 49 de M. Jean Gaubert (fichier des personnes endettées indisponible aux établissements de crédits) (p. 5560)

Son amendement n° 145 (gel des loyers locatifs privés pendant un an ; rapport au Parlement sur les conséquences des hausses de loyer) (p. 5560) : rejeté (p. 5562)

Son amendement n° 146 (plafonnement du loyer en cas de changement de locataire) (p. 5562) : rejeté (p. 5563)

Article 4 (nouveau dispositif d'indexation des loyers)

Son amendement n° 147 (p. 5563)

Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)

Ses interventions (p. 5567 et s.)

Ses amendements n°s 148 à 151 (p. 5569 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 152 de M. François Brottes (colocation dans le parc social public) (p. 5570)

Son amendement n° 153 (rapport au Parlement sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter la part du budget des ménages consacrée au logement) : rejeté (p. 5571)

Son amendement n° 154 (suppression de la déduction des revenus nets imposables liée à l'acquisition d'un logement neuf ou en état futur d'achèvement dite "amortissement de Robien") (p. 5571) : rejeté (p. 5572)

Son amendement n° 160 (diminution des conditions de ressources ouvrant droit à l'avance remboursable sans intérêt et augmentation de son montant) : rejeté (p. 5572)

Son amendement n° 159 (taux réduit de TVA pour les achats et travaux de construction effectués par les bénéficiaires de prêts immobiliers sans intérêt) : rejeté (p. 5572)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5573)

Ses explications de vote (p. 5574)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5574)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 64)

Son intervention (p. 82)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération : réforme (p. 64)

Droit pénal : politique pénale (p. 82)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 83)

Etat : valeurs républicaines : justice (p. 83)

Justice : rétention de sûreté : peines (p. 64)

Justice : victimes (p. 64)

Lois : évaluation (p. 83)

Système pénitentiaire : moyens (p. 83)

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 64)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 108)

Son intervention (p. 110)

Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)

Son intervention (p. 120)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 122)

Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Ses interventions (p. 124 et s., 128)

Son amendement n° 101 (de suppression) (p. 126)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1025)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1025)

Son intervention du rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 1046)

Thèmes :

Baux : loyers : indexation (p. 1025 et s.)

Etat : domaine public : logement social (p. 1027)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 1026)

Logement : construction (p. 1026)

Logement : coût (p. 1025 et s.)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 1026)

Logement : droit au logement (p. 1026)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1026)

Logement : habitat insalubre (p. 1025)

Logement : politique du logement : libéralisme (p. 1025, 1047)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1026)

Logement : aides et prêts : aides à la personne : effet de seuil (p. 1038)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 1026)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1025 et s.)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1025)

Postes : livret A : logement social (p. 1026)

Urbanisme : droit de préemption (p. 1027)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2287)

Thèmes :

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : moyens (p. 2287)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : parité (p. 2288)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2287)

Justice : magistrats : nomination (p. 2287)

Justice : parquet : nomination (p. 2288)

Président de la République : rôle (p. 2287)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 371 de M. Jean-Claude Sandrier (opposabilité des droits fondamentaux) (p. 2337)

Intervient sur le sous-adt n° 606 de M. François Bayrou (protection des langues régionales) à l'adt n° 605 de la commission (langues régionales) (p. 2349)

Intervient sur le sous-adt n° 607 de M. Philippe Folliot (protection des langues régionales) à l'adt n° 605 de la commission (p. 2349)

Intervient sur l'adt n° 373 de M. Jean-Claude Sandrier (instauration de la proportionnelle à chaque élection) (p. 2356)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2404)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Son intervention (p. 2417)

Article 6 (droit de grâce)

Ses interventions (p. 2420 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 2459 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n° 499 de M. Arnaud Montebourg (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs) (p. 2521)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2549)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son intervention (p. 2580)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son intervention (p. 2603)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses interventions (p. 2612 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses interventions (p. 2630, 2642)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Ses interventions (p. 2644 et s.)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Son intervention (p. 2658)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son intervention (p. 2691)

Après l'article 27

Intervient sur l'adit n° 521 de M. Arnaud Montebourg (Conseil supérieur de la magistrature garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire) (p. 2693)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2694)

Son amendement n° 506 deuxième rectification (p. 2699)

Ses sous-amendements n°s 614 rectifié, 615, 616, 619, 620, 622 à 625, 635 deuxième rectification, 626, 628 et 629 à l'adit n° 610 rectifié du Gouvernement (p. 2705 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4393)

Thèmes :

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : parité (p. 4394)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 4393)

Justice : indépendance (p. 4393)

Justice : magistrats : nomination (p. 4393)

Justice : procureurs généraux : nomination (p. 4394)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 3 bis (référéndum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Son intervention (p. 4422)

Article 6 (droit de grâce)

Son amendement n° 239 (p. 4430)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 4431 et s.)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Son amendement n° 294 (p. 4501)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2787)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2787)

Banques et établissements financiers : comptes courants : accès (p. 2787)

Logement : droit au logement (p. 2787)

Logement : logement social : financement (p. 2787)

Politiques communautaires : livret A (p. 2787)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)

Ses interventions (p. 3137 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'ad. n° 754 de M. Frédéric Lefebvre (assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3218)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses interventions (p. 3234, 3249 et s., 3274 et s.)

Son amendement n° 690 (p. 3275)

Article 40 (transition vers le nouveau régime du livret A)

Son intervention (p. 3284)

Proposition de loi n° 56 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3479)

Son intervention (p. 3483)

Thèmes :

Assurances : primes (p. 3484)

Baux : bailleurs : obligations (p. 3484)

Baux : locataires : obligations (p. 3485)

Consommation : sécurité des produits (p. 3485)

Logement : normes de sécurité (p. 3484)

Logement : habitat insalubre : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 3485)

Santé : institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) (p. 3485)

Sécurité publique : incendies : prévention (p. 3483 et s.)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3488)

Article 1er (modification de l'architecture du code de la construction et de l'habitation)

Son intervention (p. 3488)

Article 2 (obligation d'installation et d'entretien d'un détecteur de fumée)

Son intervention (p. 3489)

Son amendement n° 7 (p. 3490)

Explications de vote et vote [17 juin 2008] (p. 3491)

Ses explications de vote (p. 3491)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3491)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4239 et s., 4267 et s.)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Ses interventions (p. 4281, 4302 et s., 4311 et s., 4319 et s., 4334 et s., 4344 et s.)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Son intervention (p. 4356)